

Die afwijking wordt toegestaan mits inachtneming van de modaliteiten bepaald door de directeur van de territoriaal bevoegde Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen en op een wijze die niet in strijd is met de natuurbehoudsdoelstellingen beoogd bij het oprichten van het domaniale natuurreservaat.

De houder van het jachtrecht staat alleen in voor eventuele vergoedingen te wijten aan wildschade.

Art. 7. In afwijking van de artikelen 2, 5, d) en m), en 7 van het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 houdende reglementering van de bewaking, de politie en het verkeer in de domaniale natuurreservaten buiten de wegen die voor het openbaar verkeer openstaan, is het toegelaten jachtwapens te dragen, door honden begeleid te zijn en buiten de wegen en paden te circuleren, en dit, in het kader van de toepassing van de afwijking betreffende het jachtrecht.

Art. 8. In afwijking van het ministerieel besluit van 1975 is de jacht met hond verboden, behalve aan de leiband gebonden honden om gewond wild op te sporen. De hond mag vrijgelaten worden om het gewonde wild onbeweeglijk te maken.

Art. 9. In afwijking van artikel 11, eerste lid, vijfde streepje, kan het overvliegen van het reservaat door een drone in het kader van het beheer, onderzoeken en wetenschappelijke controles of voor bewustmakingsdoelinden worden toegestaan door de Directeur van de territoriaal bevoegde Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen, met inachtneming van de door hem vastgestelde voorwaarden en op een wijze die geen afbreuk doet aan de natuurbeschermingsdoelstellingen die met de oprichting van het domaniale natuurreservaat worden nagestreefd.

Art. 10. De toegang van het publiek in het reservaat wordt beperkt tot de behoorlijk bebakende wegen en plaatsen.

Art. 11. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 mei 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/203166]

**16 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant sur les mesures temporaires de lutte contre la pullulation des scolytes de l'épicéa**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, article 36;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours;

Considérant que les mesures pour réduire l'envol des scolytes et donc leur prolifération doivent être prises dans les plus brefs délais étant donné les conséquences déjà existantes et prévisibles sur les forêts;

Considérant que depuis l'été 2018, l'ensemble du territoire de la Région wallonne (propriétés privées et publiques) fait face à une pullulation majeure du scolyte de l'épicéa (*Ips typographus* L.) en raison des conditions climatiques particulièrement propices à son développement;

Considérant que la dynamique de développement des populations de scolytes est de type exponentiel : chaque arbre infecté par quelques milliers de scolytes donne naissance, six à huit semaines plus tard, à des dizaines de milliers d'insectes qui, à leur tour, colonisent de nouveaux arbres;

Considérant que les nouvelles attaques se localisent habituellement, d'une part, sur les arbres avoisinants augmentant ainsi la taille des foyers et, d'autre part, sur des peuplements voisins voire plus lointains contribuant ainsi à l'extension de la pullulation à plus large échelle;

Considérant que cette pullulation a touché près de 600 000 m³ d'épicéas en 2018 et de 1 000 000 m³ d'épicéas en 2019 sur l'ensemble du territoire wallon;

Considérant que cette pullulation a également un impact très important et grave sur la forêt de manière générale d'un point de vue écologique, paysager, forestier et sur la stabilité des peuplements face à de futures tempêtes;

Considérant que cette atteinte à l'écosystème forestier a déjà aujourd'hui d'importantes répercussions financières pour l'ensemble de la filière forestière wallonne et qu'elle grève lourdement les recettes des propriétaires forestiers;

Considérant qu'il est prioritaire dans l'intérêt public d'enrayer cette pullulation à des fins de préservation et de protection de l'écosystème forestier ainsi que pour des raisons économiques;

Considérant que les différents événements venteux qui ont émaillé l'hiver 2019-2020 ont provoqué la chute de nombreux épicéas sur l'ensemble du territoire wallon et que ces épicéas couchés par les tempêtes sont de nature à favoriser davantage encore la pullulation du scolyte;

Considérant que les tempêtes de l'hiver suivies des mesures de confinement liées au COVID-19, empêchant une bonne gestion des attaques au printemps, devraient conduire à une intensification de l'attaque durant l'été 2020 et que les dégâts pourraient potentiellement dépasser ceux de 2019;

Considérant que le moyen de lutte prioritaire contre le scolyte est la neutralisation dans les plus brefs délais des sites préférentiels de reproduction que représentent les épicéas chablis ou les épicéas affaiblis par les sécheresses répétées;

Considérant que les pratiques les plus efficaces et les plus respectueuses de l'environnement pour neutraliser ces épicéas scolytés consistent soit à les évacuer en dehors de la forêt, soit à les écorcer;

Considérant qu'une distance d'un kilomètre permet de réduire de façon importante les attaques des scolytes sur les peuplements d'épicéa présents dans l'environnement immédiat des lieux de stockage;

Considérant qu'il existait une réglementation fédérale imposant aux propriétaires de bois infectés de faire le nécessaire pour neutraliser les épicéas scolytés, mais que les dispositions concernées de l'arrêté royal du 19 novembre 1987 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux ont été abrogées par l'arrêté royal du 11 mai 2020 modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1987 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, entré en vigueur le 30 mai 2020;

Considérant que l'absence de lutte contre les scolytes par certains propriétaires contribuera à l'expansion des attaques dans les propriétés forestières voisines, et qu'il est dès lors indispensable de réinstaurer en droit wallon une obligation comparable à celle qui a été abrogée au niveau fédéral;

Considérant qu'à la fin juin 2020, des observations démontrent que des ips typographes au stade blanc sont présents dans les épicéas, signe qu'un nouveau cycle de vie se prépare, ce qui aura pour conséquence un nouvel envol massif de ces insectes pendant l'été si rien n'est fait pour les neutraliser;

Considérant qu'il est dès lors nécessaire de disposer au plus vite et sans délai d'une réglementation obligeant l'ensemble des propriétaires (privés et publics) à neutraliser les épicéas scolytés;

Considérant que l'ensemble de ces éléments justifie l'existence de circonstances exceptionnelles rendant indispensable l'adoption d'une mesure temporaire, comparable à la réglementation fédérale abrogée par arrêté royal du 11 mai 2020, en attendant l'adoption d'un cadre réglementaire global relatif aux calamités forestières;

Sur la proposition de la Ministre de la Forêt;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du Code forestier, les propriétaires privés et publics d'épicéas communs (*Picea abies* (L.) Karst.) ou de Sitka (*Picea sitchensis* (Bong.) Carr.) sur pied, abattus ou à quai, sont tenus d'assurer une surveillance permettant de détecter au plus tôt les attaques par des scolytes. Les scolytes dont question dans le présent arrêté sont de type ips typographe (*Ips typographus* L.).

En cas de constat d'indices de la présence de scolytes, le propriétaire des bois attaqués est tenu de procéder, dans les quinze jours du constat, à la lutte contre cet insecte, selon les modalités définies aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Les agents au sens de l'article 3 du Code forestier peuvent constater et notifier les attaques par des scolytes au propriétaire qui dispose alors d'un délai de quinze jours à compter de la date de notification pour procéder à la lutte contre cet insecte, selon les modalités définies aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 2. La lutte contre des attaques par des scolytes consiste en l'abattage et l'évacuation hors forêt des bois scolytés. Les bois scolytés abattus sont évacués dans les 5 jours suivant leur abattage sont entreposés à minimum un kilomètre de tout autre peuplement d'épicéas ou sur le site d'une entreprise de transformation du bois.

A défaut d'évacuation hors forêt dans les 5 jours suivant leur abattage, les bois scolytés abattus seront écorcés complètement.

Art. 3. Pendant les mois de mars à octobre inclus, en cas d'exploitation forestière de bois sains, aucun épicéa ne peut rester gisant sur coupe et à quai plus de 30 jours et à moins d'un kilomètre de tout épicéa vivant de plus de 60 cm de circonférence à 1,5 m de hauteur, sauf à être saigné ou écorcé sur toute sa longueur comme suit :

1° pour les bois de moins de 39 cm de circonférence à 1,5 m de hauteur : au moins sur deux faces;

2° pour les bois de 40 à 70 cm de circonférence à 1,5 m de hauteur : au moins sur quatre faces;

3° les bois de plus fortes dimensions doivent être complètement écorcés.

Art. 4. Si le propriétaire des bois n'effectue pas les opérations de lutte contre les scolytes reprises aux articles 2 et 3 du présent arrêté endéans le délai de quinze jours visés à l'article 1^{er}, l'agent au sens de l'article 3 du Code forestier informe le bourgmestre de la commune de situation des bois attaqués des risques que cela induit en termes de sécurité publique et de salubrité de l'environnement et le conseille.

Si le propriétaire ne prend aucune mesure volontaire de lutte contre les scolytes dans les délais impartis, le Bourgmestre peut imposer l'exploitation des épicéas scolytés aux frais du propriétaire défaillant.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le présent arrêté cesse de produire ses effets le 31 octobre 2021.

Art. 7. Le Ministre qui a les forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/203166]

**16. JULI 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung
über zeitweilige Maßnahmen zur Bekämpfung der Massenvermehrung der Borkenkäfer der Fichte**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 36;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit, die es nicht ermöglicht, das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats innerhalb einer auf fünf Tage herabgesetzten Frist abzuwarten;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen zur Verringerung der Borkenkäferflüge und somit deren Weiterverbreitung in Anbetracht der bereits bestehenden und vorhersehbaren Auswirkungen auf die Wälder schnellstmöglich getroffen werden müssen;

In der Erwägung, dass das gesamte Gebiet der Wallonischen Region (private und öffentliche Eigentümer) seit dem Sommer 2018 eine erhebliche Massenvermehrung des Borkenkäfers der Fichte (*Ips typographus* L.) wegen klimatischer Bedingungen, die besonders günstig für seine Entwicklung sind, zu bekämpfen hat;

In der Erwägung, dass die Dynamik der Entwicklung der Populationen von Borkenkäfern der exponentiellen Art ist: jeder durch einige Tausend Borkenkäfer infizierte Baum lässt sechs bis acht Wochen später Zehntausende Insekten entstehen, die wiederum neue Bäume besiedeln;

In der Erwägung, dass sich die neuen Befälle gewöhnlich einerseits auf den benachbarten Bäumen befinden, wodurch die Größe der Herden erhöht wird, und andererseits die nächstliegenden, sogar weiter liegenden Bestände befallen werden, was zu der Verbreitung der Massenvermehrung auf breiterer Ebene beiträgt;

In der Erwägung, dass diese Massenvermehrung im Jahr 2018 ungefähr 600 000 m³ Fichten und im Jahr 2019 1 000 000 m³ Fichten auf dem gesamten wallonischen Gebiet getroffen hat;

In der Erwägung, dass diese Massenvermehrung ebenfalls allgemein vom ökologischen, landschaftlichen, forstwirtschaftlichen Standpunkt aus erhebliche und schlimme Auswirkungen auf die Wälder und auf die Standfestigkeit der Bestände gegen zukünftige Stürme hat;

In der Erwägung, dass diese Beeinträchtigung des forstwirtschaftlichen Ökosystems gegenwärtig erhebliche finanzielle Auswirkungen auf die Gesamtheit des wallonischen Forstwirtschaftssektors hat und die Einkünfte der Waldeigentümer stark belastet;

In der Erwägung, dass es im öffentlichen Interesse von vordringlicher Bedeutung ist, diese Massenvermehrung zwecks der Erhaltung und des Schutzes des forstwirtschaftlichen Ökosystems, sowie aus wirtschaftlichen Gründen einzudämmen;

In der Erwägung, dass die verschiedenen windigen Wetterereignisse, die im Winter 2019-2020 aufgetreten sind, den Sturz von zahlreichen Fichten auf dem gesamten wallonischen Gebiet verursacht haben und dass diese durch die Stürme am Boden liegenden Fichten die Massenvermehrung des Borkenkäfers noch mehr fördert;

In der Erwägung, dass die Stürme des Winters, gefolgt von den Ausgangsbeschränkungen in Verbindung mit dem COVID-19, die eine angemessene Bewirtschaftung des Befalls im Frühling verhindert haben, zu einer Intensivierung des Befalls im Laufe des Sommers 2020 führen können und dass diese Schäden potenziell diejenigen des Jahres 2019 überschreiten könnten;

In der Erwägung, dass das vorrangige Mittel zur Bekämpfung des Borkenkäfers die schnellstmögliche Neutralisierung der bevorzugten Standorte der Vermehrung ist, die das Fichten-Sturmholz oder die von den wiederholten Dürren geschwächten Fichten darstellen;

In der Erwägung, dass die effizientesten und die umweltschonendsten Praktiken zur Neutralisierung dieser vom Borkenkäfer betroffenen Fichten darin bestehen, dass sie entweder aus dem Wald entfernt oder entrindet werden;

In der Erwägung, dass ein Abstand von einem Kilometer es ermöglicht, die Befälle durch die Borkenkäfer auf die in der unmittelbaren Umgebung der Lagerflächen vorhandenen Fichtenbestände erheblich zu verringern;

In der Erwägung, dass es eine föderale Regelung gab, die den Eigentümern von infiziertem Holz auferlegte, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, um die vom Borkenkäfer befallenen Fichten zu neutralisieren, dass jedoch die betreffenden Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 19. November 1987 über die Bekämpfung der Schadorganismen von Pflanzen und Pflanzenerzeugnissen durch den Königlichen Erlass vom 11. Mai 2020 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. November 1987 über die Bekämpfung der Schadorganismen von Pflanzen und Pflanzenerzeugnissen, der am 30. Mai 2020 in Kraft getreten ist, aufgehoben wurden;

In der Erwägung, dass die unzulängliche Bekämpfung der Borkenkäfer seitens der Eigentümer zur Verbreitung der Befälle in den benachbarten forstwirtschaftlichen Eigentümern beitragen wird und dass es demnach unerlässlich ist, im wallonischen Recht eine Pflicht einzuführen, die mit derjenigen vergleichbar ist, die auf föderaler Ebene aufgehoben wurde;

In der Erwägung, dass Ende Juni 2020 Beobachtungen erwiesen haben, dass Buchdrucker (*ips typographus*) im weißen Stadium in den Fichten vorhanden sind, ein Zeichen, dass sich ein neuer Lebenszyklus vorbereitet, was im Laufe des Sommers einen neuen massiven Flug dieser Insekten zur Folge haben wird, wenn nichts unternommen wird, um sie zu neutralisieren;

In der Erwägung, dass es demnach notwendig ist, schnellstens und unverzüglich über eine Regelung zu verfügen, durch die alle (privaten oder öffentlichen) Eigentümer dazu verpflichtet werden, die von Borkenkäfern befallenen Fichten zu neutralisieren;

In der Erwägung, dass all diese Elemente das Vorhandensein von außergewöhnlichen Umständen rechtfertigen, die eine zeitweilige Maßnahme erfordern, die mit der durch den Königlichen Erlass vom 11. Mai 2020 aufgehobenen föderalen Regelung in Erwartung der Verabschiedung eines globalen Regelungsrahmen bezüglich der forstwirtschaftlichen Katastrophen vergleichbar ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Forstwesen;

Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - In den Wäldern und Forsten im Sinne des Artikels 2 des Forstgesetzbuches sind die privaten und öffentlichen Eigentümer von stehenden, gefällten oder transportbereit gelagerten gemeinen Fichten (*Picea abies* (L.) Karst.) oder von Sitkafichten (*Picea sitchensis* (Bong.) Carr.) verpflichtet, eine Überwachung zu gewährleisten, die es ermöglicht, schnellstmöglich die Befälle durch Borkenkäfer zu erkennen. Die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Borkenkäfer gehören zu der Art Buchdrucker (*Ips typographus* L.).

Falls der Eigentümer der Wälder Anzeichen des Vorhandenseins von Borkenkäfern feststellt, ist er verpflichtet, innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Feststellung dieses Insekt gemäß den in den Artikeln 2 und 3 des vorliegenden Erlasses festgelegten Modalitäten zu bekämpfen.

Die Bediensteten im Sinne des Artikels 3 des Forstgesetzbuches können die Befälle durch Borkenkäfer feststellen und den Eigentümer davon in Kenntnis setzen; Letzterer verfügt über fünfzehn Tage ab dem Datum der Notifizierung, um dieses Insekt gemäß den in den Artikeln 2 und 3 des vorliegenden Erlasses festgelegten Modalitäten zu bekämpfen.

Art. 2 - Die Borkenkäferbefälle sind durch das Fällen und den Abtransport außerhalb des Waldes des von den Borkenkäfern befallenen Holzes zu bekämpfen. Das von den Borkenkäfern befallene Holz ist innerhalb von 5 Tagen nach dem Fällen zu entfernen und mindestens einen Kilometer eines jeden Fichtenbestands entfernt oder auf dem Gelände eines Holzverarbeitungsbetriebs zu lagern.

Falls das Holz nicht innerhalb von 5 Tagen nach dem Fällen aus dem Wald entfernt wird, wird das von den Borkenkäfern befallene gefällte Holz vollständig entrindet.

Art. 3 - Während den Monaten März bis Oktober einschließlich und im Falle einer gesunden forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung darf keine gefällte Fichte mehr als 30 Tage und in einem Abstand von weniger als einem Kilometer von jeder lebenden Fichte von mehr als 60 cm Umfang auf 1,5 Meter Höhe im Schlag oder transportbereit liegen gelassen werden, außer wenn sie über ihre gesamte Länge folgendermaßen ausgeblutet oder entrindet wird:

- 1° für das Holz von weniger als 39 cm Umfang auf 1,5 m Höhe: mindestens auf zwei Seiten;
- 2° für das Holz von 40 bis 70 cm Umfang auf 1,5 m Höhe: mindestens auf vier Seiten;
- 3° das Holz von größerem Umfang muss vollständig entrindet werden.

Art. 4 - Wenn der Eigentümer des Waldes die in den Artikeln 2 und 3 des vorliegenden Erlasses angegebenen Vorgänge zur Bekämpfung der Borkenkäfer nicht innerhalb der in Artikel 1 erwähnten Frist von fünfzehn Tagen durchführt, setzt der Bedienstete im Sinne des Artikels 3 des Forstgesetzbuches den Bürgermeister der Gemeinde, in der sich das befallene Holz befindet, über die Risiken im Hinblick auf die öffentliche Sicherheit und die gesunde Umwelt in Kenntnis und berätet ihn.

Wenn der Eigentümer keine freiwillige Maßnahme innerhalb der eingeräumten Fristen zur Bekämpfung der Borkenkäfer trifft, kann der Bürgermeister die Bewirtschaftung der von den Borkenkäfern befallenen Fichten auf Kosten des säumigen Eigentümers auferlegen.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass verliert seine Wirkung am 31. Oktober 2021.

Art. 7 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 2020

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/203166]

16 JULI 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de woekering van de woekering van de fijnspar van de schorskever van de fijnspar

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 36;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die het niet mogelijk maakt het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State af te wachten binnen een tot vijf dagen teruggebrachte termijn;

Overwegende dat er zo snel mogelijk maatregelen moeten worden genomen om de vlucht van de schorskevers en dus hun woekering te beperken, gezien de reeds bestaande en te verwachten gevolgen voor de bossen;

Overwegende dat sinds de zomer van 2018 het hele grondgebied van het Waalse Gewest (particuliere en openbare eigendommen) wordt geconfronteerd met een woekering van schorskever van de fijnspar (*Ips typographus L.*) als gevolg van klimatologische omstandigheden die bijzonder gunstig zijn voor de ontwikkeling van deze soort kever;

Overwegende dat de ontwikkelingsdynamiek gevolgd door dit insectenbestand exponentieel is: iedere boom, aangetast door enkele honderden letterzetters, geeft, zes tot acht weken later, aanleiding tot de geboorte van tienduizenden insecten die dan weer andere bomen koloniseren;

Overwegende dat de nieuwe aantastingen gewoonlijk enerzijds naburige bomen innemen, waardoor de haarden nog in omvang uitbreiden, en anderzijds overspringen naar naburige en verder gelegen boombestanden, waardoor het woekeren op grotere schaal verder toeneemt;

Overwegende dat de woekering in 2018 om en bij de 600.000 m³ sparren en in 2019 om en bij de 1.000.000 m³ sparren op het hele Waalse grondgebied heeft getroffen;

Overwegende dat deze woekering vanuit ecologisch, landschappelijk en bosbouwkundig oogpunt en voor de stabiliteit van de opstanden bij toekomstige stormen ook aanzienlijke en ernstige gevolgen heeft voor het bos in het algemeen;

Overwegende dat deze aantasting van het boscysteem nu al aanzienlijke financiële gevolgen heeft voor de hele Waalse bosbouwsector en zwaar doorweegt op het inkomen van de boseigenaren;

Overwegende dat het in het algemeen belang nodig is deze woekering tegen te gaan met het oog op het behoud en de bescherming van het boscysteem en om economische redenen;

Overwegende dat wegens verschillende stormen die zich in de winter van 2019-2020 hebben voorgedaan, talrijke sparren op het hele Waalse grondgebied zijn omgevallen en dat deze sparren die door de stormen zijn geveld, de woekering van schorskevers waarschijnlijk nog meer zullen bevorderen;

Overwegende dat de winterstormen, gevolgd door de lockdownmaatregelen in verband met COVID-19, die een goed beheer van de aantastingen in het voorjaar verhinderen, zouden moeten leiden tot een nog grotere aantasting in de zomer van 2020 en dat de schade dan mogelijks nog zou toenemen in vergelijking met 2019;

Overwegende dat het belangrijkste middel om de schorskever te bestrijden het zo snel mogelijk neutraliseren is van de favoriete reproductieplaatsen, namelijk in omgevallen sparren of sparren die verzwakt zijn door herhaald voorkomende droogtes;

Overwegende dat de meest efficiënte en milieuvriendelijke manier om deze door de schorskever aangetaste sparren te neutraliseren is ze uit het bos te halen of ze te ontschorsen;

Overwegende dat een afstand van een kilometer het mogelijk maakt om de aantastingen door schorskevers van de sparrenstand in de directe omgeving van de opslagplaatsen aanzienlijk te verminderen;

Overwegende dat er een federale reglementering bestond die de eigenaren van geïnfecteerd hout verplichtte de nodige maatregelen te nemen om de schorskevers te neutraliseren, maar dat de betrokken bepalingen van het koninklijk besluit van 19 november 1987 betreffende de bestrijding van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen werden opgeheven bij het koninklijk besluit van 11 mei 2020 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1987 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, dat op 30 mei 2020 in werking is getreden;

Overwegende dat de afwezigheid van de bestrijding van de schorskevers door bepaalde eigenaren zal bijdragen tot de uitbreiding van de aantastingen op naburige boseigendommen en dat het daarom essentieel is om in het Waalse recht opnieuw een verplichting op te nemen die vergelijkbaar is met de verplichting die op federaal niveau werd ingetrokken;

Overwegende dat waarnemingen eind juni 2020 aantonen dat er in de sparrenbomen letterzetters in de witte fase aanwezig zijn, wat erop wijst dat er een nieuwe levenscyclus wordt voorbereid, die zal resulteren in een nieuwe massavlucht van deze insecten tijdens de zomer als er niets wordt gedaan om ze te neutraliseren;

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is om zo snel mogelijk en onverwijld een reglementering te hebben die alle (particuliere en openbare) eigenaren verplicht om de schorskevers te neutraliseren;

Overwegende dat al deze elementen het bestaan van uitzonderlijke omstandigheden rechtvaardigen die het noodzakelijk maken een tijdelijke maatregel te nemen, vergelijkbaar met de federale regelgeving opgeheven bij het koninklijk besluit van 11 mei 2020, in afwachting van de goedkeuring van een globaal regelgevend kader voor bosrampen;

Op de voordracht van de Minister van Bossen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In bossen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek zijn particuliere en openbare eigenaren van gewone sparren (*Picea abies* (L.) Karst) of Sitka (*Picea sitchensis* (Bong.) Carr.) (staand, omgehakt of aan de bosrand gestapeld) verplicht om te zorgen voor toezicht om zo snel mogelijk de aantastingen door schorskevers op te sporen. De in dit besluit genoemde schorskevers zijn van het type letterzetter (*Ips typographus* L.).

Wanneer bewijzen voor de aanwezigheid van schorskevers worden gevonden, moet de eigenaar van het aangetaste hout het insect binnen 15 dagen na de bevinding bestrijden volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 2 en 3 van dit besluit.

De ambtenaren in de zin van artikel 3 van het Boswetboek kunnen de aantastingen door schorskevers vaststellen en de eigenaar in kennis daarvan stellen, die dan over vijftien dagen na de datum van kennisgeving beschikt om over te gaan tot de bestrijding van dit insect volgens de in de artikelen 2 en 3 van dit besluit bepaalde modaliteiten.

Art. 2. De bestrijding van de aantastingen door schorskevers bestaat in het omhakken en het afvoeren van door schorskever aangetast hout. Omgehakt aangetast hout wordt binnen 5 dagen na het hakken afgevoerd en wordt opgeslagen op een afstand van ten minste een kilometer van een andere sparrenstand of op het terrein van een houtverwerkingsbedrijf.

Als het niet binnen 5 dagen na het kappen uit het bos worden afgevoerd, wordt het omgehakte aangetaste hout volledig ontschorst.

Art. 3. In de maanden maart tot en met oktober mag bij het kappen van gezond hout geen enkele spar meer dan 30 dagen op de kapping blijven liggen of aan de bosrand gestapeld worden en niet meer dan een kilometer verwijderd zijn van levende sparren met een omtrek van meer dan 60 cm op een hoogte van 1,5 m, behalve dat deze over de gehele lengte als volgt moeten worden ontboord of ontschorst:

- 1° voor hout met een omtrek van minder dan 39 cm op een hoogte van 1,5 m: ten minste aan twee zijden;
- 2° voor hout met een omtrek van minder dan 40 tot 70 cm op een hoogte van 1,5 m: ten minste aan vier zijden;
- 3° hout van grotere afmetingen moet volledig ontschorst zijn.

Art. 4. Indien de eigenaar van het bos niet binnen de in artikel 1 bedoelde termijn van 15 dagen de in de artikelen 2 en 3 van dit besluit bedoelde verrichtingen voor de bestrijding van de schorskever uitvoert, stelt de ambtenaar in de zin van artikel 3 van het Boswetboek de burgemeester van de gemeente in kennis van de plaats waar het aangetaste hout zich bevindt, van de risico's die dit met zich meebrengt voor de openbare veiligheid en de gezondheid van het milieu, en geeft hij hem advies.

Indien de eigenaar geen vrijwillige maatregelen neemt om de schorskevers binnen de voorgeschreven termijn te bestrijden, kan de burgemeester de exploitatie van de door de schorskever aangetaste sparren opleggen op kosten van de in gebreke blijvende eigenaar

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 6. Dit besluit houdt op uitwerking te hebben op 31 oktober 2021.

Art. 7. De Minister bevoegd voor Bossen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER